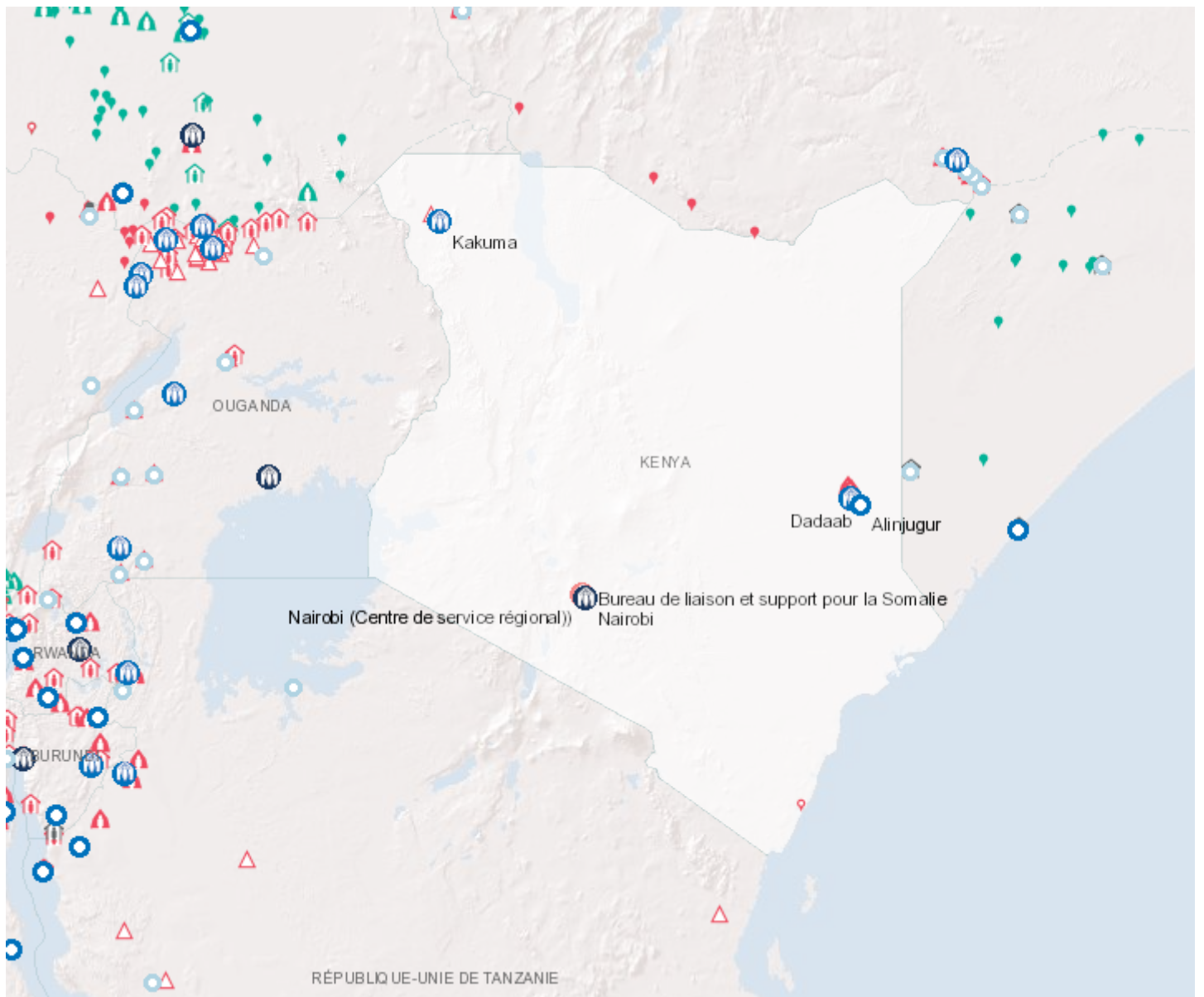


Rapport de fin d'année 2017

20/7/2018

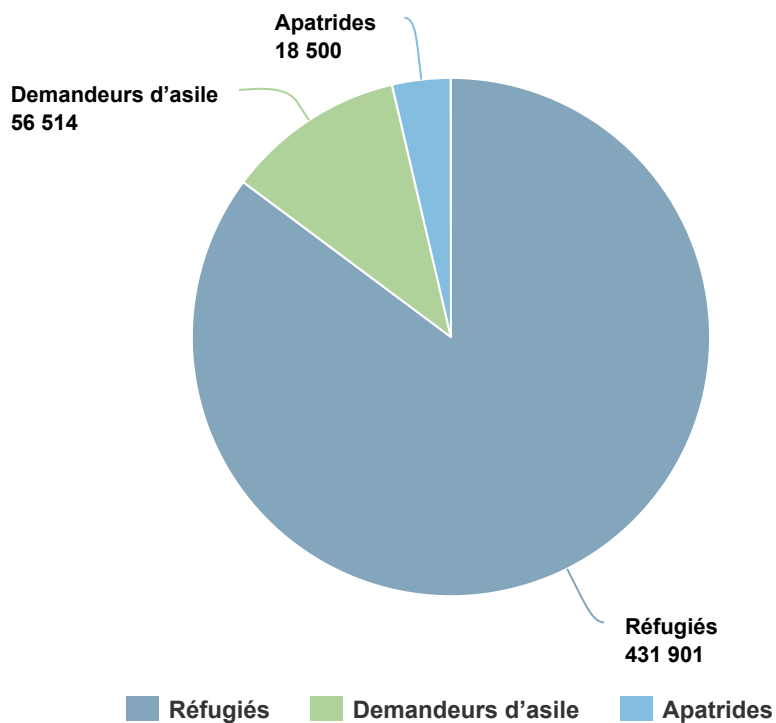
Opération: Kenya



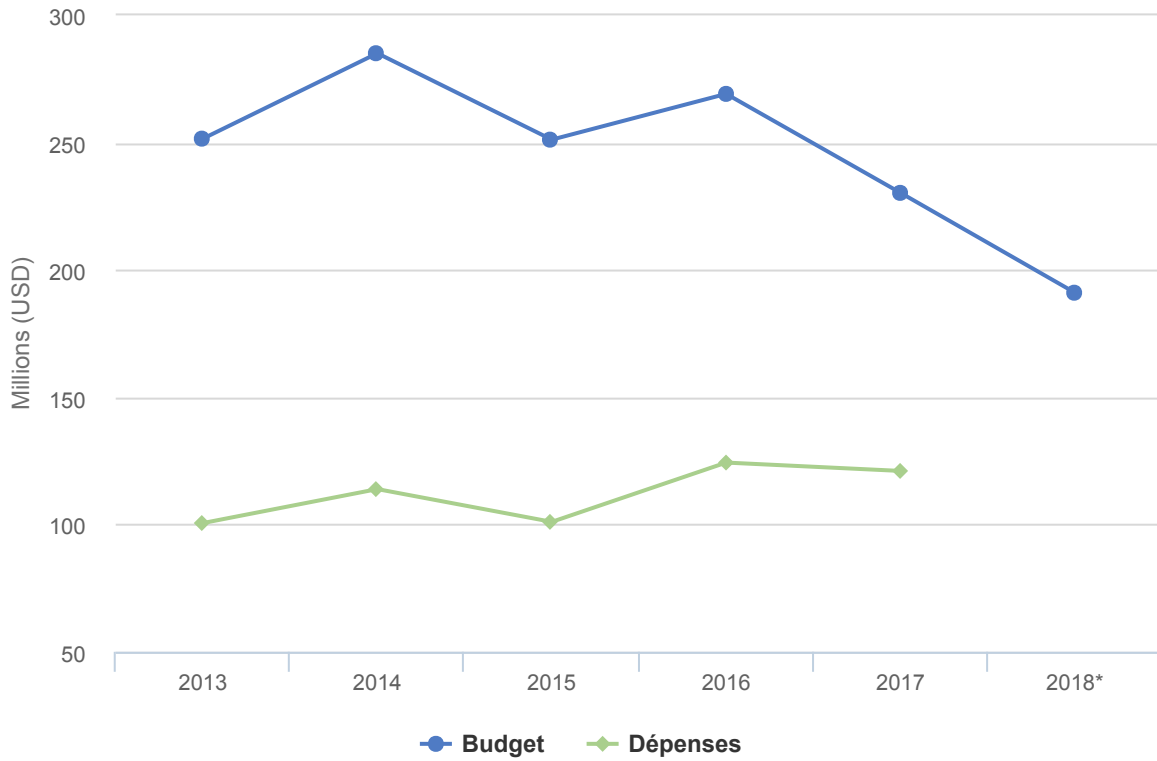
Personnes relevant de la compétence du HCR

- 2% EN 2017

2017	506,915
2016	514,867
2015	615,112



Budgets et Dépenses - Kenya



Contexte opérationnel

Le Gouvernement du Kenya a pris un certain nombre de mesures positives pour renforcer la protection des réfugiés au Kenya et dans l'ensemble de la région, de même que pour trouver des solutions à leur situation. En mars 2017, le Kenya a accueilli le premier Sommet extraordinaire de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) consacré aux réfugiés et aux rapatriés somaliens. Le résultat de ce sommet, à savoir la Déclaration de Nairobi sur les solutions durables pour les réfugiés somaliens et la réintégration des rapatriés en Somalie et le Plan d'action global qui l'accompagne, a marqué une étape décisive dans l'application de la Déclaration de New York et du Cadre d'action global pour les réfugiés (CRRF) au niveau régional. Les engagements collectifs pris par les États membres de l'IGAD ont eu pour effet d'atténuer la pression relative à la fermeture des camps de Dadaab.

Une deuxième étape importante a été franchie en 2017 lorsque le Kenya s'est publiquement engagé à déployer le cadre CRRF. Cette déclaration officielle a envoyé un autre signal clair, montrant que l'environnement de protection et de recherche de solutions du pays s'orientait vers des solutions globales.

Un troisième résultat opérationnel significatif a été l'obtention d'une solution durable par les quelque 1 500 membres de la communauté Makonde et la reconnaissance nationale de cette communauté jusqu'alors apatride et non reconnue.

La diminution du quota de réinstallation des États-Unis d'Amérique a entraîné la perte d'un nombre important de places de réinstallation et d'un précieux espace de solutions durables. Les autres pays de réinstallation ont conservé des quotas relativement faibles et maintenu des critères restrictifs au sujet de la nationalité et du profil des réfugiés, qui n'ont donc pas permis de compenser adéquatement cette perte.

Tendances démographiques

Fin 2017, le nombre total de réfugiés et de demandeurs d'asile assistés était supérieur à 488 000. Le Kenya a enregistré plus de 37 000 nouveaux arrivants, dont la majorité, environ 20 000, étaient sud-soudanais. Plus de 35 000 réfugiés sont rentrés en Somalie, tandis que 3 900 sont partis se réinstaller dans des pays tiers. La population apatride a également diminué, passant d'environ 20 000 personnes (estimation) à la fin de l'année 2016 à 18 500 à la fin de l'année 2017.

Les trois principaux groupes de population accueillis au Kenya étaient originaires de Somalie (284 300), du Soudan du Sud (111 600) et de République démocratique du Congo (35 700).

Chiffres clés

- 134 670 enfants ont été scolarisés dans le primaire
- 35 410 réfugiés somaliens sont rentrés dans leur pays avec l'aide du HCR
- 3 920 réfugiés ont été réinstallés avec succès
- 1 500 Makonde précédemment apatrides ont été reconnus et enregistrés comme citoyens kenyans
- 4 810 personnes ont bénéficié d'une formation à l'entrepreneuriat/à la gestion commerciale

Principales réalisations

- Soutenus par la déclaration du Gouvernement kenyan, concernant l'application d'une approche globale en matière de solutions (CRRF), les gouvernements des comtés de Garissa et de Turkana et le HCR ont collaboré

pour assurer l'inclusion des zones d'accueil des réfugiés dans les prochains Plans de développement intégré des comtés.

- Grâce en partie à la collaboration renforcée du HCR avec des institutions financières et de développement, nationales et internationales, le Kenya a pu accéder avec succès au Projet d'intervention au plan du développement contre les effets des déplacements de populations (DRDIP) de la Banque mondiale, qui vise à mettre en œuvre des interventions pour améliorer l'inclusion socioéconomique des populations d'accueil et des réfugiés.
- À Kakuma, les systèmes de contrôle et de lutte contre la fraude et la corruption ont été renforcés par l'introduction de solutions innovantes, qui donnent à la population et aux prestataires de services les moyens de réduire les risques et d'assurer les normes les plus élevés en matière d'intégrité, de protection et de fourniture de services.

Besoins non satisfaits

- Des investissements considérables sont nécessaires pour élargir l'accès, en particulier des jeunes, aux moyens de subsistance, à l'apprentissage et à l'enseignement secondaire et supérieur.
- Un manque important de dépenses d'investissement et de fonctionnement à Kalobeyi – le modèle communautaire inclusif destiné à mettre en valeur les solutions globales (CRRF) au Kenya – a suscité des tensions au niveau local, car la communauté d'accueil doute de la capacité de la communauté internationale à honorer les engagements qu'elle a contractés à l'égard du peuple et du Gouvernement du Kenya.

Dépenses 2017 - Kenya | USD

Le tableau suivant présente le budget final, les fonds disponibles et l'état final des dépenses par objectif, comme établis en fin d'année.

	Pilier 1 Programme pour les réfugiés	Pilier 2 Programme pour les apatrides	Total
Budget final	229,378,159	910,184	230,288,343
	47,786,090	494,466	48,280,556
Total des fonds disponibles	47,786,090	494,466	48,280,556

Dépenses par objectif			
Environnement de protection favorable			
Cadre juridique et politique	545,256	21,627	566,883
Aide juridique et recours judiciaires	1,352,160	0	1,352,160
Accès au territoire	453,727	0	453,727
Attitude du public à l'égard des personnes prises en charge	301,168	27,552	328,721
Sous-total	2,652,312	49,179	2,701,490
Processus de protection et documents adéquats			
Conditions d'accueil	1,512,019	0	1,512,019
Identification des cas d'apatridie	0	21,627	21,627
Enregistrement et établissements des profils	3,505,008	0	3,505,008
Procédures de détermination du statut de réfugié	2,945,194	0	2,945,194
Documents individuels	355,619	0	355,619
Documents d'état civil	358,279	200,959	559,238
Sous-total	8,676,119	222,586	8,898,705
Sécurité face à la violence et à l'exploitation			
Protection contre la criminalité	6,142,279	0	6,142,279
Prévention et interventions liées aux VSS	3,275,039	0	3,275,039
Risques de détention arbitraires	271,123	0	271,123
Protection des enfants	3,466,953	0	3,466,953
Sous-total	13,155,393	0	13,155,393
Besoins de base et services essentiels			
Santé	12,139,659	0	12,139,659
Services de santé reproductive et de lutte contre le VIH	2,801,823	0	2,801,823
Nutrition	2,637,782	0	2,637,782
Eau	4,503,717	0	4,503,717

	Pilier 1 Programme pour les réfugiés	Pilier 2 Programme pour les apatrides	Total
Hygiène et assainissement	4,579,704	0	4,579,704
Abris et infrastructures	3,912,271	0	3,912,271
Énergie	4,016,702	0	4,016,702
Articles élémentaires, ménagers et d'hygiène	2,818,049	0	2,818,049
Services pour les personnes ayant des besoins spécifiques	2,685,744	0	2,685,744
Éducation	13,972,209	0	13,972,209
Sous-total	54,067,659	0	54,067,659
Autonomisation et autogestion communautaires			
Mobilisation communautaire	1,245,950	0	1,245,950
Coexistence avec les communautés locales	1,521,092	0	1,521,092
Ressources naturelles et environnement partagé	686,969	0	686,969
Autosuffisance et moyens d'existence	5,097,510	0	5,097,510
Sous-total	8,551,521	0	8,551,521
Solutions durables			
Retour volontaire	17,362,601	0	17,362,601
Intégration	2,926,770	0	2,926,770
Réinstallation	1,856,588	0	1,856,588
Réduction de l'apatridie	97	181,564	181,661
Sous-total	22,146,056	181,564	22,327,619
Direction, coordination et partenariats			
Coordination et partenariats	109,178	41,140	150,318
Gestion et coordination des camps	1,130,727	0	1,130,727
Relations avec les donateurs	151,043	0	151,043
Sous-total	1,390,949	41,140	1,432,089
Appui à la logistique et aux opérations			
Approvisionnement et logistique	5,124,088	0	5,124,088
Gestion des opérations, coordination et appui	4,788,729	0	4,788,729
Sous-total	9,912,817	0	9,912,817
Direction et gestion stratégique globale	41	0	41
Sous-total	41	0	41
Dépenses totales en 2017	120,552,867	494,468	121,047,335